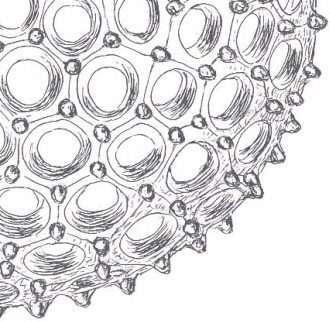


BARRICADE
CULTURE D'ALTERNATIVES

LA PLACE DES FEMMES DANS L'ESPACE PUBLIC

SEULEMENT UNE QUESTION D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ?

Nicole **Van Enis** ◆ 2016

Officiellement, se déplacer dans l'espace public est accessible à tout le monde de manière égale. Tout le monde a un accès libre aux rues, transports en commun, espaces publics. Mais comment les femmes se retrouvent-elles dans cette mobilité qui paraît à première vue égalitaire ? Quelles implications pour la vie quotidienne, l'emploi, la participation citoyenne ? Un regard genré sur ces questions va bien au-delà d'un réaménagement du territoire…

La ville a un genre en ce sens qu'elle joue un rôle dans les rapports sociaux femmes/hommes, elle participe aux rapports de pouvoir en donnant accès ou non aux différentes sphères de la vie en société.

La compréhension de la ville peut être abordée aujourd'hui de façon transversale par l'identification d'enjeux comme la domination masculine et l'émancipation sexuelle de différentes tutelles, depuis la sphère de l'intime jusqu'à la régulation politique des espaces publics. Il s'agit de repousser les limites c'est à dire de politiser ces questions. « Dire la rigidité des assignations de genre et lutter pour l'estomper dans les lieux publics, c'est changer, avec la ville, la vie sociale dans son ensemble. C'est modifier les rapports de force, les rôles sociaux, l'intimité, la vie familiale, les formes de pouvoir. C'est s'inscrire fondamentalement dans un projet politique global et non pas seulement proposer des politiques publiques urbaines[1]. »

ACCÈS À L'ESPACE PUBLIC URBAIN

Pour les hommes comme pour les femmes, il est essentiel de pouvoir se déplacer librement, de pouvoir utiliser sans crainte les transports en commun, de pouvoir circuler dans la rue ou prendre un verre en terrasse, bref, de se sentir à l'aise dans l'espace public.

La première vague du féminisme revendiquait l'égalité des droits entre les sexes, droits civiques notamment, la seconde vague des années 1960-1980, « les années *Mouvement* » des femmes, se préoccupe

1 Sylvette Denèfle, « La Place des femmes dans la ville : une question politique » 2009. www.lrdb.fr/articles.php?lng=fr&pg=1125
Sylvette Denèfle est professeure de sociologie à l'Université François Rabelais. Ses recherches sont au croisement des études urbaines et des études sur le genre.

davantage de leur autonomie, de leur capacité à faire des choix de tous ordres[2]. Pour ce faire, il est impératif qu'elles aient une place équivalente à celle des hommes dans l'espace public.

Or, la peur d'être victime d'une agression physique, sans nier cet aspect des choses pour les hommes, qu'elle provienne ou non d'expériences traumatisantes antérieures – est une réalité pour les femmes. Des formes de violence telles que l'arrachage de sac, le manque de respect, être suivies, les agressions verbales, être insultées, intimidées, recevoir des remarques, tous ces comportements allant parfois jusqu'aux coups ou agressions sexuelles, sont plutôt le lot des femmes. Ces ruptures avec les normes socialement admises influencent les comportements. Le sociologue Erving Goffman parle de « comportements alarmants[3] », ce que des sociologues féministes développeront comme révélateurs des rapports sociaux de sexe, des rapports de domination entre hommes et femmes.

SÉCURITÉ DANS CET ESPACE PUBLIC

Dans son étude, Marylène Lieber[4] indique que pour la plupart des femmes, sortir seule le soir nécessite une série de précautions, certaines formes de comportement, de mise en place de stratégies pour éviter

2 Ce qui n'est pas à confondre avec le mantra libéral qui prône la mobilité pour l'emploi et la consommation…

3 Propos recueillis lors de la journée « Partager la ville, genre et espace public » organisée le 07 novembre 2016 à l'ULg par le STRIGES *(Structure de Recherche Interdisciplinaire sur le Genre, l'Égalité et la Sexualité).*

4 Marylène Lieber, « Le Sentiment d'insécurité au prisme du genre – Repenser la vulnérabilité des femmes dans les espaces publics », 2011. www.metropolitiques.eu/Le-sentiment-d-insecurite-au.html

ce qu'elles considèrent comme dangereux. Ces pratiques diffèrent de celles adoptées par la majorité des hommes. « Ce sentiment de peur – écrit-elle – a une incidence notoire sur la mobilité et l'autonomie des femmes quels que soient leur âge et leur catégorie sociale. » Il est question ici de légitimité pour les femmes de se trouver dans l'espace public. Selon Marylène Lieber, les femmes ne sont pas « exclues » de l'espace public mais elles ne peuvent pas s'y mouvoir. Il s'agit davantage d'une question de mobilité que d'exclusion.

Chaque sexe participe ainsi à sa manière à la reproduction des stéréotypes, les hommes en se montrant sûrs d'eux et les femmes en adaptant leur comportement à un milieu vécu comme plus hostile pour elles. Elles ont intériorisé leur supposée vulnérabilité. Pire, elles se considèrent souvent comme responsables même en cas d'agressions sexuelles. Les arguments utilisés pour lutter contre le viol montrent combien il est encore nécessaire de dénoncer cette culpabilisation des victimes, cette soi-disant responsabilité des femmes. « La honte doit changer de camp » proclame un slogan de campagne anti-viol. Il en va du contrôle et de l'appropriation de la sexualité des femmes.

REGARDER ET PENSER L'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC AVEC UN REGARD DE FEMME

Les femmes et les hommes ont une façon différente d'appréhender l'espace public. Le sentiment d'insécurité des femmes devrait systématiquement faire l'objet d'attentions particulières de la part des architectes urbanistes. Cette manière d'envisager les aménagements ne coûte pas plus cher et augmente le bien-être de tous et toutes, pas seulement des femmes jeunes et en bonne santé mais aussi des personnes âgées des deux sexes et des personnes à mobilité réduite. « Si nous

rendons l'espace plus confortable et attractif pour les femmes, il le sera pour tout le monde![5] »

Des associations féministes ont imaginé d'organiser des « marches exploratoires » au cours desquelles des idées d'aménagement souhaitables sont collectées. Ces groupes de femmes ont noté les lieux qui leur paraissent plus dangereux, les points positifs et négatifs de l'aménagement urbain afin d'adresser des recommandations aux autorités de la ville. En voici quelques exemples :

L'état des trottoirs diminue l'agilité du déplacement surtout si on accompagne de jeunes enfants ou des personnes âgées. L'existence de panneaux pour piétons – pas seulement pour automobilistes – sécurise, par exemple un panneau qui indique la proximité d'un poste de police. La suppression des bancs publics imaginée pour éviter que n'y logent des sans-abris a déshumanisé l'espace public. Il est (était!) si agréable de pouvoir s'arrêter, de s'asseoir un instant pour souffler… sans parler de la rareté des toilettes publiques accessibles aux femmes.

Les espaces verts, la végétation rendent la rue plus agréable et plus sécurisée. La vérification du bon fonctionnement ou l'augmentation de points d'éclairage public ou encore la lutte contre les dépôts d'ordures clandestins c'est à dire une ville bien éclairée la nuit, sans espaces obscurs, sont des éléments qui aident les femmes à se sentir en sécurité.

5 Laure de Hesselle, « Être femme dans l'espace public », *in Imagine demain le monde,* n° 98, juillet-août 2013.

MOBILITÉ POUR LES FEMMES GRÂCE AUX TRANSPORTS PUBLICS OU PRIVÉS

L'organisation des transports publics est également un enjeu majeur pour les femmes. Dans de nombreux couples, l'accès à la voiture lorsqu'il n'y en a qu'une n'est pas égalitaire, ce sont majoritairement les hommes qui les achètent et en disposent. Et ce, malgré les trajets en zigzag effectués par de nombreuses femmes : la crèche, les courses, le travail… Ces mille arrêts sont très difficiles à réaliser avec des transports en commun.

Par ailleurs, les femmes s'y sentent plus ou moins en sécurité selon la présence ou non de groupes de jeunes hommes ou au contraire la présence d'autres femmes qui pourraient éventuellement intervenir en cas d'agression[6]. La nuit, l'insécurité liée aux transports en commun est encore plus importante. Une très ancienne revendication portée par la Commission Femmes et Ville de Liège[7] et toujours rejetée était de permettre la nuit aux chauffeurs de bus de s'arrêter sur demande entre deux arrêts afin de limiter les déplacements à pied insécurisants. Des abris-bus éclairés sont également recommandés.

Et si voiture il y a… une autre suggestion est de sécuriser les parkings souterrains en ne compartimentant pas les espaces mais en permettant un maximum de visibilité par des panneaux transparents. Autre exemple, la taille des ascenseurs qui donnent accès à ces parkings devrait être pensée en tenant compte des poussettes d'enfant et des chaises roulantes, ce qui intéresse, rappelons-le, les hommes comme les femmes.

6 *Cf.* la « sororité », capacité de toutes les femmes à s'entraider, comportement de solidarité qui reste à étudier ou à remettre à l'ordre du jour comme le suggèrent *Les Glorieuses :* http://lesglorieuses.fr/meilleure-amie-femme-de-vie/

7 *Commission Communale Consultative Femmes et Ville de Liège* à laquelle nous avons participé jusqu'en 2013.

Par ailleurs, l'accès à un travail rémunéré est une revendication majeure des mouvements de femmes car il conditionne leur indépendance. Or, être engagée par un employeur passe souvent par la possibilité de se déplacer aisément. Claire Gavray souligne[8] que « les mères, plus que les pères, se trouvent souvent contraintes de travailler près de leur domicile et d'accepter de moins bons statuts de travail ainsi que des perspectives de carrière inférieures » car « elles sont restées tributaires de la sphère domestique : mener de front une carrière professionnelle et une vie de famille relève encore de l'exploit. »

DES SOLUTIONS SÉGRÉGATIONNISTES ?

Certaines villes comme New-York, Londres (ou Paris ? Il en a été question en 2013 mais cela a-t-il pris forme ?) ont vu l'émergence de taxis conduits par des femmes et réservés aux femmes, des taxis sans échange d'argent, qui attendent la nuit que la cliente soit bien rentrée chez elle avant de démarrer par exemple. Certain-es préconisent des compartiments, des rames de métro réservés aux femmes. Mais ces solutions ségrégationnistes ne seraient-elles pas un message envoyé aux femmes leur conseillant de rester entre elles par mesure de sécurité ? Un moule régressif et stéréotypé… qui laisserait supposer que les hommes sont sauvages et incontrôlables !

Autres points sensibles, les espaces de jeux destinés aux jeunes. Apparemment « neutres », ceux-ci sont accaparés par les garçons, terrains de foot, pistes pour skateboard, d'où sont trop souvent exclues les filles.

8 « Femmes et mobilités », sous la dir. de Claire Gavray, Cortext Jean-Marc Dubray, 2008. Claire Gavray est diplômée en sociologie, membre du FERULg *(Femmes Enseignement Recherche de l'ULg),* elle entretient depuis des années des relations étroites avec des chercheurs et chercheuses en genre à l'étranger.

Une piste de solution serait l'ajout de bancs ou de « cages » séparant l'espace de foot du reste de la place pour aider les filles à trouver leur place, permettre à chacun.e d'avoir des activités choisies.

Mais on peut également tenter de contrer la ségrégation entre filles et garçons en promouvant le mélange des activités. Engager des animatrices de maisons de jeunes ou des animatrices de rue sécurise les parents qui interdisent trop souvent à leur fille de fréquenter ces lieux.

RÉASSIGNATION DE LA PLACE DES FEMMES HORS DE L'ESPACE PUBLIC

Regardons le phénomène urbain en revenant à la question politique c'est-à-dire en tenant compte d'enjeux tels que la domination masculine et l'émancipation sexuelle des femmes et ce, pas seulement dans la sphère privée. En effet, toutes ces situations évoquées ne seraient-elles pas une forme de réassignation des femmes à leur rôle, de rappel à l'ordre de leur place « naturelle » c'est à dire hors de l'espace public ? Nous arrivons ici au cœur du problème si nous le regardons à travers une grille d'analyse féministe.

Qui dit espace public dit aussi pouvoir dans l'espace public c'est-à-dire places dans les partis politiques « en ordre utile », exercice de ses droits à la participation citoyenne, proportions d'élus et d'élues. Sylvette Denèfle écrit : « (les femmes) constituent 80 % des travailleurs pauvres, 70 % des usagers des transports en commun (tout en précisant que dans le métro le soir, huit passagers sur dix sont des hommes, avec tout ce que cela implique[9]), 90 % des personnes qui

9 « Dans le combat pour l'espace urbain, il faut donner plus de place aux femmes. »

subissent des violences sexuelles dans l'espace public, 85 % des chefs de famille monoparentale, 70 % des personnes qui font les courses, 70 à 80 % des personnes âgées, 80 % des prostituées, etc. mais seulement 20 à 30 % des élues[10]. » Il s'agit donc de trouver des stratégies pour contrer l'accaparement de l'espace public par le groupe qui a le plus de pouvoir, les hommes.

Olympe de Gouge, auteure de la *Déclaration des Droits de la Femme et de la Citoyenne*. Lors de son procès en 1893, on lui reproche essentiellement de ne pas rester à sa place de femme. Illustration : Catel et Bocquet, *Olympe de Gouges,* éd. Casterman, 2013.

CONCLUSIONS

L'appropriation de l'espace public par les femmes est une lutte, individuelle et collective. Elle requiert des politiques d'aménagement qui favorisent cet objectif, qui sont la condition pour une participation citoyenne et politique des femmes aux affaires de la cité équivalente à celle

www.slate.fr/monde/81533/ville-espace-trop-masculin

10 Sylvette Denèfle, *op. cit.*

des hommes. Cependant, la conscience de ce qui se joue à travers les questions de mobilité est faible de la part des femmes elles-mêmes, estime Claire Gavray[11]. Cette question est souvent réduite à un sentiment d'insécurité dans la rue alors que les enjeux sont beaucoup plus vastes.

Au-delà des aménagements souhaitables, un changement de fond dans les rapports femmes / hommes est nécessaire. L'éducation des enfants au savoir-vivre, le respect des femmes, cela s'apprend.

Il faut éduquer les filles et les garçons à l'égalité et à la sexualité, expliquer que le corps des femmes n'est pas à leur disposition. Des moyens sont indispensables pour assurer une éducation sexuelle de qualité dans les établissements scolaires, par exemple.

Sylvette Denèfle écrit « Les villes sont le reflet des normes sociales dominantes mais elles sont aussi créatrices de pratiques nouvelles qu'elles soient spontanées ou inscrites dans des projets politiques. Les projets de ville sont projets de vie meilleure, voire de société nouvelle. Les villes modernes sont en apparence des lieux de mixité que chacun utilise à sa guise. Pourtant, l'étude des villes dans leurs ancrages historiques, dans leurs évolutions, dans leurs projets, montre que femmes et hommes ne s'y inscrivent pas de façon semblable. Que reflètent ces dissemblances : l'inégalité ou la différence ? » (…) Il s'agit de « bouleverser les structures sociales existantes parce qu'on les estime génératrices ou conservatrices d'une situation qui doit être changée[12] ».

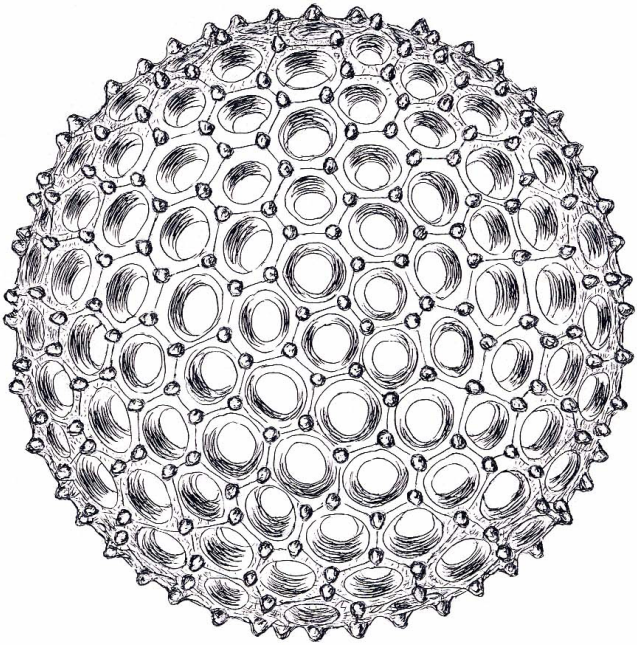
Nicole Van Enis, *décembre* 2016

11 Propos recueillis lors de la journée « Partager la ville, genre et espace public » organisée le 07 novembre 2016 à l'ULg par le STRIGES *(Structure de Recherche Interdisciplinaire sur le Genre, l'Égalité et la Sexualité).*

12 Sylvette Denèfle, *op. cit.*

POUR ALLER PLUS LOIN

- Claudine Lienard, «Ça roule, ma poule?», Université des femmes, Bruxelles. Un aperçu des actions des organisations citoyennes mais aussi des commissions communales wallonnes d'aménagement du territoire et de la mobilité qui ont développé des savoir-faire, des expérimentations pour intervenir dans le champ citoyen et politique de la mobilité. Les annexes au texte se trouvent dans un DVD joint.
- *Le Conseil des Montréalaises,* une instance consultative de la Ville de Montréal, au Québec a produit une courte vidéo sur l'analyse différenciée selon les sexes dans un contexte d'aménagement urbain : vimeo.com/73098482.
- « Le Genre et la ville », entretien avec Sylvette Denèfle par Sylvette Denèfle & Olivier Ratouis.
  www.metropolitiques.eu/Le-genre-et-la-ville
- S'informer sur les cours d'autodéfense féministes organisés notamment par l'asbl *Garance* : www.garance.be
  ou l'asbl D-CLIC à Liège : www.wendo.be



BARRICADE
CULTURE D'ALTERNATIVES

Lieu d'émancipation collective et de création d'alternatives, ***Barricade*** expérimente dans les domaines culturels, sociaux et économiques depuis 1996.

Barricade est engagée dans différents mouvements sociaux et citoyens ainsi que dans le développement de projets économiques alternatifs dont la visée commune est de promouvoir l'égalité et la justice sociale.

Depuis 2010, nos publications s'inscrivent dans ce contexte et sont le fruit d'une démarche de *recherche-action,* d'une implication de terrain dans la transformation de la société. ***Barricade*** est également un espace public de débat permettant la rencontre des paroles citoyennes, militantes, syndicales, associatives, académiques & politiques. Enfin ***Barricade*** constitue un lieu d'accueil pour de nombreux collectifs et associations, et tout simplement un lieu d'échanges et de convivialité. C'est tout ça ***Barricade***. *Toutes les analyses sur :* www.barricade.be

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Avec le soutien de la Wallonie